

Les subsides

avec les agriculteurs et les producteurs de denrées et qui se voient forcés de leur annoncer que les taux sont de 14 et de 15 p. 100. Ce qu'ils ont à offrir, ce n'est pas une aide, c'est seulement une bouée de sauvetage à court terme, pour survivre dans l'attente d'un miracle.

J'ai demandé au ministre des Finances (M. Lalonde) comment il pouvait accepter ou justifier cette hausse au moment où les agriculteurs sont dans une situation plus difficile que tout autre groupe. Le gouvernement prétend que la reprise économique est amorcée, mais les chiffres que j'ai cités au sujet des faillites montrent que cette prétendue reprise n'est certainement pas le Pérou dans les régions rurales. La Société du crédit agricole et les autres institutions de prêt procèdent à la saisie et à la vente de propriétés, probablement plus que jamais auparavant.

J'ai demandé au ministre des Finances pourquoi la Société du crédit agricole exigeait 14 p. 100 pour un prêt de cinq ans alors que les banques demandaient 13.5 p. 100 aux agriculteurs pour un prêt consenti dans les mêmes circonstances, et alors que les propriétaires de maison de la ville de Toronto obtenaient parfois des hypothèques à des taux de 13.25 p. 100. D'autre part, les obligations du gouvernement à échéance de cinq ans ne rapportent que 12.5 p. 100. Le gouvernement emprunte de l'argent à 12.5 p. 100 et le prête à son tour aux agriculteurs au taux de 14 p. 100, pour la même période. Ces faits m'inquiètent vivement, car ils révèlent que les agriculteurs sont plus bas dans l'échelle des priorités que leurs voisins des villes. Le gouvernement semble croire qu'il peut laisser cette situation s'éterniser.

Le ministre des Finances a répondu à ces questions à la Chambre en disant que j'avais mal vérifié les faits et que le taux exigé par la Société du crédit agricole était déterminé par le taux auquel le gouvernement emprunte. Il ne m'a pas écouté quand j'ai rétorqué que le gouvernement ne payait pas 14 p. 100 pour ses emprunts à échéance de cinq ans. Il m'a également dit à la Chambre que la Société ne réalisait pas des bénéfices considérables. Elle ne devrait pas faire de profit de tout. Son mandat est d'offrir des prêts à des taux raisonnables aux agriculteurs canadiens. De façon générale, je m'inquiète fort de la conjoncture économique, qui semble nous ramener en arrière vers une nouvelle flambée des taux d'intérêt.

Ces derniers temps, le gouvernement ne cesse de nous répéter que les hausses des taux d'intérêt n'ont guère d'importance. Il nous dit qu'elles sont si minimes qu'elles ne devraient pas nous inquiéter. Il ne semble guère agir pour permettre à notre économie de prendre de l'expansion et de la raffermir suffisamment pour que nous puissions adopter une politique de taux d'intérêt plus indépendante. Il nous dit en outre qu'il ne peut rien faire au sujet des taux d'intérêt chez nous tant que les taux d'intérêt aux États-Unis seront élevés. Pourtant, nous devrions pouvoir abaisser nous-mêmes nos taux d'intérêt. Le gouvernement devrait reconnaître que si les taux d'intérêt ne baissent pas à un niveau abordable, le Canada risque de se retrouver aux prises avec une grave crise économique.

J'ai signalé que le ministre des Finances paraissait étranger et indifférent à la hausse des taux de la Société du crédit agricole. J'ajouterai qu'il paraissait en outre peu enclin à remettre en vigueur le programme de réduction des taux d'intérêt qui a permis un certain répit à de nombreux agriculteurs au cours de la dernière récession. Il semble croire qu'un programme

comme celui-là ne se justifiera pas tant que les taux d'intérêt ne dépasseront pas 20 p. 100. Je trouve qu'il a tort. Quand les agriculteurs de l'Ontario accusent à eux seuls des arriérés de paiements à la Société du crédit agricole, qui s'élèvent à \$34,200,000, je trouve qu'un programme d'aide s'impose.

● (1600)

Dès maintenant, le gouvernement pourrait par ailleurs venir en aide aux agriculteurs et intervenant rapidement dans le dossier des obligations agricoles. Je dois revenir encore une fois sur la préoccupation majeure. S'il est vrai que les agriculteurs ont grand besoin que la Société du crédit agricole abaisse considérablement ses taux d'intérêt et que le gouvernement applique un programme de réduction des taux d'intérêt, un programme d'agro-obligations ou un programme analogue—programmes auxquels ils réserveraient le meilleur accueil—ce qu'il faudrait surtout, c'est une gestion sérieuse de l'économie qui permette à tous les secteurs de croître et de devenir rentables.

Pour remettre l'économie sur les rails, le gouvernement doit accepter de prendre les décisions difficiles qui s'imposent. Il doit s'efforcer de réduire son déficit en procédant à une sérieuse réévaluation de son ordre de priorités. Il pourrait effectuer des coupures dans maints domaines. Il pourrait réaffecter bien des crédits dans des secteurs où ils seraient plus utiles. Le gouvernement peut et doit raffermir l'économie de sorte que tous les Canadiens n'aient pas à s'en remettre à la politique américaine. Le gouvernement doit renforcer le dollar en favorisant la croissance de notre économie de sorte qu'il n'ait pas à continuer à faire grimper les taux d'intérêt pour soutenir le cours de notre dollar.

Il y a une dernière chose que je tiens à dire à propos de l'agriculture et des répercussions de l'économie sur ce secteur. On parle beaucoup de paiements de stabilisation ces jours-ci. Le programme de stabilisation des prix agricoles constitue un facteur vital pour l'agriculture et doit être offert à ceux qui en ont besoin et appliqué de façon pratique, mais on ne devrait pas le substituer à une gestion prudente de l'économie. Il ne devrait pas servir à garder l'agriculture rentable d'une année à l'autre. Les programmes de stabilisation devraient constituer une assurance contre des années exceptionnellement difficiles. L'économie devrait être suffisamment forte de sorte que l'on n'ait pas à faire régulièrement des paiements de stabilisation.

L'économie doit être forte. Elle le peut car nous vivons dans un pays riche. Notre cours de notre dollar sera fort si notre économie est forte. Nous n'avons pas besoin de ces taux d'intérêt élevés qui nous font glisser de plus en plus dans le désordre économique.

J'exhorte le gouvernement à ne pas oublier les Canadiens qu'il a été élu pour servir. Je l'exhorte à examiner attentivement le tort qu'il leur fait. J'aimerais ajouter une requête spéciale: que le gouvernement n'oublie pas les producteurs de denrées alimentaires qui nourrissent notre pays. Les agriculteurs canadiens méritent des perspectives économiques meilleures que celles auxquelles ils font face à l'heure actuelle. Nous nous en trouverons tous mieux si les exploitations agricoles canadiennes sont rentables. Les agriculteurs ont un vif sentiment de leur mission de producteurs d'aliments, non seulement pour notre pays mais pour beaucoup d'autres régions du monde également. Nous félicitons les agriculteurs qui s'y